



12 janvier 2017

PETIT DEJEUNER d'EURODEFENSE
avec
M. Jean-Loup KUHN-DELFORGE

Ministre plénipotentiaire
Ambassadeur de France à Athènes de 2011 à 2015

Sur le thème

« Crise grecque, crise de l'euro, crise de l'UE ? ».

Il y a un peu plus d'un an, l'Union européenne était menacée par deux crises existentielles : la crise de l'euro et la crise de Schengen, toutes deux directement liées à la Grèce. La faillite de la Grèce au printemps 2015 menaçait de faire sombrer la monnaie unique. La crise des migrants plus récemment menaçait l'espace de libre circulation. Ces deux crises ne sont pas résolues, elles sont seulement aujourd'hui contenues.

Pour l'UE, il s'agit de minimiser les capacités de nuisance de la Grèce. Pour celle-ci, il s'agit de gagner du temps pour que peu de choses changent, malheureusement. La crise économique récente est indéniable mais elle est avant tout un révélateur de quelque chose de bien plus profond : la crise de tout le système politique grec. Elle fut bien sûr en même temps un révélateur de quelques défauts passés de l'UE et de la zone euro, défauts qui ont été largement corrigés.

Rappel historique :

Il existe une dualité grecque que peu de Français et d'Européens perçoivent. En effet, c'est un pays méditerranéen, mais également un pays balkanique, et donc sous-entendu ottoman. C'est une dualité géographique mais aussi psychologique.

La Grèce connaît un XX^e siècle particulièrement tragique, et ses frontières actuelles ne datent que de 1948 :

- 1919-1922, « la grande catastrophe » : les Grecs, qui s'étaient aventurés en Anatolie, se font écraser par Atatürk et reconduire jusqu'à la mer Égée. La Grèce, petit pays en voie de développement, pays de 4 millions d'habitants, est brutalement obligée de recevoir plus d'un million de réfugiés revenant avec encore moins de moyens que nos rapatriés d'Algérie.
- années 30 : coups d'État et dictatures successifs.

- 1941-1944, occupation allemande, l'une des plus dures en Europe, avec ses 300 000 morts.
- 1944-1949, la guerre civile.

Pour éviter que la Grèce ne bascule dans le camp soviétique, en contradiction avec les accords de Yalta, les Britanniques puis surtout les Américains arment les factions royalistes, qui se trouvaient avoir été souvent collaborationnistes. Les Américains mettront en place un véritable protectorat qui durera de 1949 à 1974, et dont la dictature des Colonels (1967-1974) n'est finalement que l'aboutissement logique (le film 'Z' et l'assassinat du député LAMBRAKIS ne se passent pas pendant cette dictature mais bien quatre ans avant, en 1963).

XX^{ème} siècle tragique donc, dont un peuple ne peut pas sortir indemne, ni matériellement, ni surtout psychologiquement, en un « claquement de doigts ».

Rappel financier :

- 1893, première faillite ou défaut de la Grèce :

Les États créanciers d'alors, France, Grande-Bretagne, Russie, Autriche-Hongrie, Allemagne, Italie... mirent en place une commission internationale basée à Athènes. Elle avait droit de veto sur le budget grec et en contrôlait l'exécution. Cette commission a duré au moins deux décennies. La Troïka aujourd'hui rappelle quelques souvenirs aux Grecs qui ont de la mémoire.

- 1932, seconde faillite :

La seconde guerre mondiale puis la guerre froide vont geler son règlement et le dossier ne sera apuré qu'en 1969.

On évoque aujourd'hui de 'la' crise grecque, on devrait plutôt parler 'des' crises, car il y a une conjonction de plusieurs crises. A la différence des crises espagnole, portugaise ou irlandaise, ici nous avons une crise financière, qui n'est pas la plus grave, une crise sociale et morale, une crise des valeurs... et les derniers soubresauts du 'système' grec, sorte de 'magic cube' dans lequel on ne peut toucher à une chose sans que cela n'impacte le reste. Le système, ce sont des oligarques, des grandes familles, l'élite entrepreneuriale, souvent propriétaire des grands médias, c'est l'Eglise, le monde politique mais aussi une psychologie collective qui reste très orientale dès qu'est quitté l'univers des Grecs très cosmopolites rencontrés à Paris ou ailleurs. La population grecque dit « Vous, en Europe ! », ce qu'on retrouve dans d'autres pays issus de l'empire ottoman. Dans l'inconscient national, l'Europe commence à Vienne, et avec le catholicisme.

- **La crise économique et financière :**

Nous avons vécu 3 mémorandums d'aide à la Grèce (2010, 2011, 2015), soit au total plus de 250 milliards d'euros prêtés à la Grèce. Le feuilleton à rebondissements, très difficile à suivre, et au-delà de ce qu'on peut lire dans la presse, peut se résumer à un point cardinal : suite à ses difficultés, la Grèce n'a plus accès aux marchés bancaires internationaux. L'idée de l'euro-zone est donc de prêter à la Grèce pour lui maintenir la tête hors de l'eau, le temps pour elle de faire les réformes qui lui permettront de s'en sortir par elle-même.

En contrepartie, il est demandé à la Grèce des réformes :

- Concurrence : les prix à la consommation, dans une économie où tout est importé, sont supérieurs à ceux qu'on trouve en France, en Allemagne, du fait des marges de multiples intermédiaires.
- Droit du travail : revoir des conventions collectives qui sont une véritable plaie compte-tenu d'avantages qui s'empilent les uns sur les autres et sont un frein au développement de l'investissement étranger.
- Utilisation des fonds structurels.
- Fiscalité.
- Réforme de l'Etat.

Ces mesures sont dans l'intérêt de la Grèce, de l'UE et des membres de la zone euro... mais elles sont certes très intrusives.

L'origine de cette crise est simple, quand on y pense. La Grèce a une économie fondée sur la consommation. Celle-ci est financée par l'épargne et par la rente que constituent les fonds européens, par l'emprunt. Autrefois, lorsque l'endettement dépassait un certain seuil, il suffisait de dévaluer. Avec l'euro ce n'est plus possible. Ensuite, offrir des taux d'intérêt, qui sont ceux de l'Allemagne, à un pays « drogué » à la dette, est une addiction forte, bienvenue en un sens. Donc tout le pays de façon collective a perdu la tête, poussé par les banques, poussé par la fièvre des Jeux olympiques...

La Grèce est sans doute le pays le plus aidé de l'Union. Les prêts représentent 4% du PIB chaque année, avec une moyenne de 3 milliards par an, tous fonds confondus. Au lieu d'être un stimulant comme on le voit dans d'autres États-membres, cette rente fait en Grèce plus effet d'anesthésiant. Ces fonds ne sont pas utilisés pour des réformes et de façon intelligente. Pourquoi ? Parce qu'il faudrait une véritable politique économique. Pour cela, il faudrait un État, des pouvoirs publics avec suffisamment d'autorité, une vision à moyen et long terme.

Pour résumer, les fonds européens fonctionnent comme une rente créant une fausse prospérité avec un « tout importation ».

- **La crise sociale, la crise morale des valeurs :**

La Grèce a le taux de chômage le plus élevé de l'UE. En 2013, il atteignait 28%, il est redescendu à 23%. Il y a deux ans, le chômage des jeunes atteignait 50%.

L'indemnisation chômage est passée de un à deux ans. Mais lorsqu'elle cesse, la personne concernée perd les droits à l'assurance maladie.

Tout cela est à nuancer par le fait qu'il y a une économie parallèle importante. Cette dernière représenterait presque 20% du PIB. Ainsi les chiffres « européens », comme diraient les Grecs, sont donc toujours à nuancer. Une partie échappe à nos manières « occidentales » de voir.

Des coupes importantes ont été faites dans les salaires et les retraites.

Le pouvoir d'achat a baissé de 30%, les salaires de 20%, les retraites de 40%.

Parfois même, les pensionnés reçoivent une lettre les informant que la diminution de leur pension de 20, 30, 40% étant rétroactive, ils n'auront rien les 2 ou 3 mois suivants en raison du trop-perçu. En même temps les impôts augmentent beaucoup. Les créanciers en effet (la Troïka, les institutions européennes, le FMI), demandent que les impôts soient augmentés pour que l'État s'en sorte.

Crise sociale également à cause des coupes dans les budgets sociaux, budgets d'éducation. En 2013, par exemple, la rentrée s'est faite sans manuels scolaires.

Au-delà de tout ça, on observe toute une remise en cause d'un modèle de société. Certes les anciens en ont vu d'autres. Mais pour les plus jeunes, jusqu'aux moins de quarante ans, toute une société dans laquelle ils ont été élevés disparaît, la société Erasmus, la société de l'euro, la société des Jeux olympiques, la société de la Grèce qui dépense, voyage, fait faire à ses enfants des études supérieures... C'est tout un modèle qui s'effondre du jour au lendemain.

Dramatique, la prolétarianisation de la classe moyenne s'accroît. Depuis l'entrée de la Grèce dans la CEE en 1981, ce pays en voie de développement avait créé une vraie classe moyenne, grâce notamment aux socialistes du PASOK et à ses recrutements très importants dans la fonction publique. Aujourd'hui cette classe est la plus directement touchée par la crise. On observe maintenant en Grèce des inégalités sociales dignes d'un pays du tiers-monde. Il y a des gens vraiment très riches et des gens qui souffrent réellement.

- **La crise du « système » grec :**

Du côté grec mais surtout du côté européen, on refuse de voir la réalité. En 1981, quand la Grèce rentre dans la CEE, son économie est saine, sa dette est limitée. Le pays a quelques atouts. Et pourtant il n'y a pas eu de convergence avec les autres pays de la CEE. Il y a même eu divergence. Pourquoi ? Et pourquoi semble-t-on ne s'en apercevoir que maintenant ?

Le premier mal est l'Etat lui-même. Il faut y insister. En 2011, à la faveur des mémorandums évoqués précédemment, la Troïka est entrée dans les ministères grecs, elle a ouvert les dossiers. Elle fut très intrusive, certes... mais là - je cite - « l'Europe comprend enfin l'ampleur du problème ! »

On s'est donc aperçu que l'État ne fonctionnait pas, qu'il n'y avait pas d'esprit de service public, pas d'interministériel, pas de conscience d'un intérêt général.... A cela s'ajoute un clientélisme qui fait que des voix sont achetées par des places dans la fonction publique. Le tout est très politisé et à chaque changement de gouvernement tous les directeurs changent. Le secteur public enfin est hypertrophié : dans les années 80 le rapport public/privé est du niveau de ce que l'on trouve dans les pays du bloc soviétique.

La Grèce reste un pays profondément et intimement oriental alors que nous plaquons immédiatement sur le mot Grèce notre vision antique, romantique, néoclassique. Quand nous disons Grèce, tout de suite nous pensons Platon. Mais depuis la fin du XIX^{ème} siècle nous avons voulu plaquer sur ce pays des institutions politiques et administratives imposées de l'étranger.

Si la Grèce a trois atouts, le tourisme, l'agroalimentaire et des start-up, elle ne mène pas de politique nationale dans ces trois domaines.

Autre mal grec : la fiscalité. Les Grecs payent des impôts, mais c'est un pays extraordinaire où seules les personnes à faible revenu le font, car il y a une retenue à la source. Tous les salariés et tous les fonctionnaires s'acquittent ainsi de l'impôt sur le revenu et des impôts fonciers. Et ces derniers, qui rentrent mal, ont sensiblement augmenté, dans un pays où 80% des gens sont propriétaires de leur logement. En revanche la TVA n'est pas recouverte ; 90% des entreprises ont moins de 10 salariés : on peut imaginer toutes les possibilités de fraude.

Le refus de l'impôt tient d'abord à une tradition ottomane : on ne voulait pas donner aux Turcs, et puis quand on paye l'État, on est en droit d'attendre des services régaliens en retour. Or les gens sont convaincus que l'impôt ne fera qu'aller dans des poches corrompues, sans que cela ne serve en rien l'intérêt public.

Il y avait aussi des problèmes de textes : pas de codification claire en matière fiscale.

L'administration n'assurait pas la séparation entre contrôleurs et contrôlés. Dans certains petits villages, et pas seulement, on peut imaginer ce que cela pouvait donner.

- **La crise migratoire :**

C'est un problème « redécouvert » récemment et avec une certaine acuité, mais en réalité ce problème dure depuis plus de dix ans. Les responsabilités sont partagées.

Responsabilité turque : on peut citer la politique agressive de Turkish Air lines, la suppression par la Turquie de tous les visas avec les pays voisins, les pays d'Asie centrale et d'Afrique noire.

Quand on peut faire Kaboul-Istanbul pour 500€, pourquoi traverser les difficiles déserts iraniens ? Quand on peut avoir un billet Casablanca-Istanbul pour 200€, un billet Kinshasa-Istanbul pour 400€, pourquoi traverser l'Afrique et la Méditerranée avec tous les risques afférents ? Une fois à Istanbul, un candidat à l'immigration est à 2 heures de Schengen.

Responsabilité grecque : c'est la conséquence de ce qui précède, il n'y a pas d'État, de politique, de vision. Les gardes-frontières ne sont pas à la frontière.

Responsabilité de l'UE : c'est la difficulté à concevoir que les frontières grecques sont les frontières extérieures de l'Europe. Mais ça change et on est en train d'y travailler.

Donc aujourd'hui, le régime des mémorandums d'aide à la Grèce - les MOU - pose des difficultés : on va de crises en crises, menaces de faillites...

Ces mémorandums posent d'abord un problème de démocratie, de souveraineté, directement issu du manque de confiance des créateurs vis-à-vis de la classe politique grecque : le 1^{er} mémorandum fut déposé un lundi pour devoir être voté en catastrophe le jeudi qui suivait. Il comprenait 19 articles avec des sujets « mineurs » et « anodins » tels que la réforme de la sécurité sociale, la fiscalité, le marché de l'énergie, les chemins de fer, les transports en commun, le prix

des médicaments... Le 2^e mémorandum, c'est un article approuvant une annexe de 400 pages très mal traduite de l'anglais en grec. Là encore il dut être voté en trois jours. Et à nouveau en juillet 2015, on a donné au gouvernement quelques jours pour voter un nouveau code de procédure civile qui était déjà tout ficelé.

Imaginez que nous, créiteurs, avons demandé, en février 2012, un engagement écrit à tous les politiques avant les élections législatives dans lequel ils convenaient de respecter tels ou tels articles concernant crises et réformes.

On demande à la Grèce, sous la contrainte, de faire en quelques années ce que beaucoup ont eu du mal à faire en vingt ans. La conséquence immédiate de ce « forcing » est un problème d'appropriation par les Grecs eux-mêmes.

Le suivi de la mise en œuvre des mémorandums est assuré par les directeurs du Trésor et in fine par les ministres des finances, réunis au sein de l'eurogroupe. Le quantitatif est donc privilégié par rapport au qualitatif. L'obsession est celle de l'excédent budgétaire. Alors qu'en fait, le problème, pour la Grèce, n'est pas là. Les Grecs sont capables de faire de l'excédent budgétaire, il leur suffit pour cela de ne plus payer les retraites, de retirer 40% aux fonctionnaires, de ne plus faire de dépenses sociales ou éducatives. C'est facile d'obtenir de l'excédent primaire !

Les chiffres sont d'ailleurs sidérants quand on les compare à notre propre situation. En 2016, les Grecs ont 0.5% d'excédent primaire, ils visent 1.7% en 2017 et 3.5% en 2018. A cela s'ajoutent des mécanismes de coupes automatiques si les objectifs ne sont pas atteints.

Tout cela ne répond pas à l'enjeu central qui est celui des réformes évoquées précédemment.

Refus de la réforme : celle-ci viendrait miner les avantages et intérêts particuliers de telle ou telle « clientèle ». Il est plus facile de couper de 40% les salaires et pensions que de créer un secrétariat général du gouvernement ou de réformer la cour des comptes grecque. Finalement, il n'y a que très peu de gens qui protestent. Le paradoxe grec est donc bien que pour le gouvernement, il est plus facile d'aller dans le sens de cette politique d'austérité, quantitative et à court-terme, de plus imposée de l'étranger, que de faire des réformes.

La situation politique est ainsi paradoxale : les élections ont démocratiquement porté au pouvoir des anti-européens qui sont désormais obligés de passer sous les fourches caudines des créanciers. Pour les créanciers, la situation est « idéale » : un gouvernement « anti européen », dont nous avons « écrit » le programme de fonctionnement et qui s'était engagé à appliquer les réformes, une opposition conservatrice qui ne va rien dire et soutient donc cette alliance anti-européenne regroupant extrême gauche et extrême droite. Cela fait quelque chose de fragile et bancal. À court terme le gouvernement n'est pas menacé et personne ne voudrait prendre sa place. Mais un jour ou l'autre, il faudra bien mettre en œuvre le « dur » des réformes.

Il y a trois choses à faire en priorité. Elles sont faciles à dire; les faire, ce sera autre chose : l'État, la fiscalité, la justice. ...Augias, Sisyphé, Danaïde... Ce sont des mythes grecs.

Peut-on réformer en période d'austérité ? Cela ne vaut d'ailleurs pas que pour la Grèce. Les banques, ayant 45% d'emprunts toxiques dans leurs créances, sont très « prudentes » pour prêter aux entreprises. Ce qui, additionné au contrôle des changes et des importations, paralyse l'économie.

La démographie est en baisse: le taux de fécondité est tombé à 1,3 et l'émigration des jeunes diplômés est forte.

Cela dit, les Grecs sont un peuple très étonnant, avec des retours de croissance possibles.

La Grèce est vue comme un fardeau. Est-elle un poignard dans le dos de l'Europe ?

Si on répond oui à cette question, le poignard est tenu à deux mains : par la classe politique grecque et par les États-membres de l'UE. Il y a trois coups de poignard :

-Le premier tient au mode d'adhésion à la CEE en 1981 : aucune période de transition. Contrairement aux recommandations de 1976 de la Commission, contrairement aux cas espagnol et portugais, qui en ont eu une de cinq ans, aux PECO qui en ont eu une de l'ordre de dix ans, la

Grèce est rentrée en à peine deux ans. La Grèce était vue comme un « petit pays » qui convergerait forcément un jour ou l'autre et surtout elle était vue comme un pays méditerranéen classique.

-Deuxième coup de poignard : les fonds structurels. Entre 1989 et 2008, la Grèce a reçu 80 milliards d'euros, c'est-à-dire 4% du PIB qui tombent du ciel chaque année. C'est une manne qui tombe sans conditionnalité, sans responsabilité. La Grèce ne sait d'ailleurs pas comment dépenser ces fonds et Bruxelles est obligé de dépêcher des experts pour l'aider à les dépenser.

-Troisième coup de poignard : le « mensonge accepté ». On a calculé qu'il y avait une différence de 2,2% du PIB entre le budget affiché et le budget réel.

Dans ces trois cas, il y a eu un vrai refus d'aller voir ce qui se passait dans la réalité et ce pour deux raisons, par respect de la souveraineté d'abord et par crainte de créer un précédent applicable à d'autres États-membres. Naïveté, aveuglement, complaisance...

Mais la Grèce est toujours là, en Méditerranée orientale, ce qui amène à quelques considérations de géopolitique.

D'abord la Grèce fut le premier des pays des Balkans à rentrer dans l'UE en échappant ainsi au maelström des crises balkaniques des années 90.

Actuellement, la Grèce est bloquée, alors même que tout son environnement bouge autour d'elle. Elle est donc faible, en particulier face à la Turquie d'après le putsch. Quelques rappels : entre 1928 et aujourd'hui, le rapport démographique Grèce-Turquie passe de [1 pour 2] à [1 pour 9].

Le PNB/habitant est de 3,7 en Grèce et de 1 en Turquie.

Ainsi, vu des Balkans ou de Turquie, la Grèce paraît un « géant » économique.

Cela induit des effets pervers et de l'euro-scepticisme dans les Balkans. Si l'UE est capable de traiter si durement un « géant » comme la Grèce, que ne fera-t-elle pas face aux petits ?

Dans le même temps, et surtout du point de vue américain, une inquiétude était que la crise n'induisse un glissement de la Grèce vers le Moyen-Orient. On peut rappeler les tentations de Papandreou dans les années 80 lorsqu'il faisait se rencontrer Kadhafi et Mitterrand... Un risque de « non-alignement » se profilait alors que la Grèce restait bien vue comme le flanc sud de l'OTAN et de l'UE.

Il est intéressant d'ailleurs de se souvenir que le principal argument de CARAMANLIS pour adhérer à l'UE était d'abord un argument de sécurité avant d'être démocratique et économique.

On retrouve la dualité grecque là aussi : la Grèce est balkanique, donc sur la défensive, obsidionale, ce qui explique des relations qui furent difficiles avec la Bulgarie, la Macédoine, l'Albanie. Elle est aussi européenne, c'est-à-dire ouverte aux opportunités.

De même, penchons-nous sur le chapitre de l'Europe de la défense. On dit partout que les Grecs sont très allants. C'est exact parce que c'est un cénacle dans lequel il n'y a pas la Turquie.

La Grèce a également été échaudée par l'affaire de Chypre dans laquelle elle a pu mesurer à quel point l'OTAN ne servait à rien dans ce point essentiel pour elle.

La Chine investit également beaucoup en Grèce (qu'elle voit peut-être comme un « maillon faible »). Le port du Pirée est le port le plus proche reliant Chine et UE, juste en face du débouché du canal de Suez. La Chine a installé une grande base à Djibouti et a fait d'énormes investissements en Grèce. Il arrive désormais au Pirée un flot impressionnant de conteneurs chinois, qui par manque d'État grec, encore une fois, par manque de moyens budgétaires, ne sont pas contrôlés par la douane. Ces conteneurs peuvent ainsi aller directement en Europe centrale, Slovaquie, Hongrie, par un chemin de fer construit par ces mêmes Chinois. Il est possible dès lors construire dans des usines chinoises des produits labélisés UE sans aucune difficulté.

Pour la Chine, la clé principale est économique.

Pour la Russie également, la Grèce est importante. Des liens culturels, religieux existent certes mais qu'il ne faut pas surévaluer. La Grèce est un « maillon faible » et la Russie s'intéresse aux maillons faibles : le port de Thessalonique permet de doubler les détroits via une ligne de chemin

de fer passant par l'Ukraine. Il est très difficile de faire adhérer les Grecs à toute résolution de sanctions contre Moscou.

On peut dire la même chose d'ailleurs pour l'Iran sur le volet des sanctions. Ce pays ayant l'habileté d'être le seul fournisseur de pétrole à faire crédit à la Grèce.

Répondant à différentes questions, l'orateur a précisé les points suivants :

- Il est dommage qu'en matière de réformes, notamment en matière de fiscalité et de justice, on accomplisse maintenant ce que l'UE aurait dû promouvoir il y a trente ans : jumelages, expertises, conseils, projets de réformes...

- Sur Chypre, des occasions ont été manquées par la Grèce. L'orateur est peu optimiste.

- Sur l'armée et l'effort de défense, 2 % du PIB sont consacrés au budget de la défense. La population ressent un sentiment obsidional à l'égard de la Turquie et d'autres pays (thèse du complot). C'est une armée des années soixante, assez fossilisée, basée sur la conscription et dont les équipements sont obsolètes (plus de frégate de haute mer). Marine et aviation souffrent.

- L'Église n'est pas séparée de l'État (rôle historique de défense de la nation sous occupation turque), et ne paie pas d'impôt (rôle social aujourd'hui). Tsipras a été le premier leader qui ait refusé de prêter un serment religieux. L'orthodoxie rapproche la Grèce plus de Belgrade que de Moscou.

- Sortie de l'euro ? Non, les Grecs ne veulent pas d'un retour à la drachme.

- Avec l'ARYM (Macédoine), les relations économiques sont meilleures que les rapports politiques. C'est un paradoxe.

- Le gouvernement actuel regroupe une coalition d'anciens communistes, maoïstes, etc. acceptant l'Europe et l'extrême droite, coalition dont on ne voit pas quel pourrait être le substitut d'ici la fin de la législature.

- La dette ? La Grèce ne représente que 2 % du PIB de l'UE mais sa dette 180 % du PIB grec. Face à un risque de faillite, faut-il effacer une partie de la dette ? L'Allemagne bloque cette idée d'effacement. L'UE considère que l'on a déjà fait beaucoup puisqu'en 2012 on lui a fait cadeau de toutes les dettes privées, cadeau inédit dans l'histoire financière. Il reste la dette publique qui concerne principalement l'UE. Le FMI, dont les Grecs ne veulent plus, mais dont les Allemands exigent la présence, ne participera, pour sa part, au redressement que si la dette publique grecque est allégée de 30 %...

- Les rapports Grèce-Turquie ? Il y a des incidents aériens, des provocations de bateaux turcs au nom du droit de passage inoffensif. Erdogan laisse entendre que le traité de Lausanne n'est pas immuable. Mais, économiquement, il n'y a pas de problème particulier. Sur le plateau continental (enjeu de Chypre) on se cherche. En matière de migrations, les Turcs laissaient passer par voie terrestre via la Grèce (on comptait 1 million d'immigrés en situation irrégulière en 2012 sur une population de 11 millions). A partir de 2012-2013, la Grèce a mis des gardes-frontières à la frontière terrestre. Maintenant ce sont les îles qui sont touchées. On peut dire que la Turquie « tient » la Grèce par les migrants. La Grèce est seule à porter le fardeau mais la Commission estime que la Grèce n'utilise pas les crédits mis à sa disposition./.